

2. ENGAGEMENTS

Alice Carchereux : Figures et parcours de rebelles dans les temps ordinaires des nuisances environnementales à Agareb

Hassane Mouri : L'action sociale contre le centre de traitement de déchets dangereux de Jradou

Diane Robert : Les réponses socio-territoriales aux mobilisations contre les nuisances industrielles dans la Tunisie post-2011

Jamie Furniss, Maha Bouhleb : Le président « propre » : déchets et propreté comme métaphores politiques

Maria Messaoudi : Écologie, autogestion et initiative citoyenne en Algérie : le cas de Taflelt

Figures et parcours de rebelles dans les temps ordinaires des nuisances environnementales à Agareb

Alice Carchereux

Cet article traite du militantisme écologiste à Agareb (Tunisie), et plus particulièrement de l'association « Manish Msab », créée en 2017. Elle explore les revendications qui ont motivé sa création, et interroge sa persistance sur l'espace public : comment cette association parvient-elle à perdurer dans le temps, et comment est-elle perçue par le reste de la population ?

This article looks at environmental activism in Agareb (Tunisia), and more specifically at the association "Manish Msab", which was founded in 2017. It explores the longstanding demands that motivated its creation and questions its persistence in the public sphere: how does this association manage to endure over time and how is it perceived by the rest of the population ?

يهتم هذا المقال بالنشاط الإيكولوجي في منطقة عقارب (تونس) وبصفة خاصة في جمعية "مانيش مصب" التي تأسست سنة 2017. ويقدم جملة المطالب السابقة التي كانت وراء تأسيسها كما يتساءل عن استمراريتها في الفضاء العام : كيف يمكن لهذه الجمعية أن تستمر عبر الزمن وما هو تصور الناس لها ؟

Introduction

En septembre 2021, la localité d'Agareb, située à une vingtaine de kilomètres de Sfax, a été le théâtre de nouvelles manifestations contre la réouverture de la décharge d'El Gonna, à deux kilomètres d'Agareb. C'est ici que s'est affirmé, farouche et irrépensible, le droit à un environnement sain. Cette décharge, qui accueille les ordures de Sfax et des municipalités environnantes, devait initialement fermer au bout de cinq ans après son installation en 2008. Treize années et de nombreux recours en justice plus tard, elle continue d'être exploitée par l'ANGED (Agence nationale de Gestion des Déchets) et la société privée ECOTI (société écologique tuniso-italienne). Vivre à proximité d'une décharge (Cirelli, 2015), c'est constamment faire face aux préjudices en matière de santé, aux nuisances olfactives, visuelles, ou liées à la circulation des convois. Ces réalités nourrissent les actions de contestation en cela qu'elles revivifient un sentiment de marginalisation des localités, de cadres d'injustices historiquement situés ayant constitué « une des (re)découvertes les plus importantes » (Bono, Hibou, Meddeb, 2015, 99) des Printemps arabes en Tunisie. Au moment même où la fermeture définitive s'officialisait, conformément à la décision juridique prise par le tribunal d'Agareb en 2019, des travaux ont été entamés pour l'élargissement de son exploitation en septembre 2021. Les tentatives des autorités de faire fi de la décision judiciaire ont déclenché la colère des habitants et des manifestations ponctuées par des

affrontements avec les forces de l'ordre. C'est à l'issue de ces affrontements que la décharge, restée fermée, a plongé l'ensemble de la région dans une situation de crise. Les décharges anarchiques se sont multipliées et les ordures ont fini par s'entasser pêle-mêle au sein des villes, à leur proximité ou en pleine nature. Pourtant, à Agareb, le discours sur les nuisances environnementales continue d'innover les discussions, comme si la satisfaction relative à la fermeture de la décharge n'avait jamais existé. Depuis 2017, le mouvement de citoyens non institutionnalisés *Manish Msab* (« Je ne suis pas une décharge ») a uni et rassemblé massivement les citoyens d'Agareb. Les syndicats et les associations qui ont rejoint les rangs des manifestants ont également brandi les bannières de la révolte. À présent, les discours des militants, travaillés par des caractéristiques communes et en apparence consensuels au nom d'une juste cause, semblent osciller entre une logique victimaire et une posture héroïque, au service d'un engagement nouveau.

Dès lors, que recouvre le fait de se dire militant et engagé à Agareb depuis la disparition du principal objet du mécontentement ? Comment la critique opère-t-elle dans cette localité, une fois le malaise libéré ? Quels contenus et quelle portée les militants donnent-ils à leur engagement, et quelles en sont les manifestations pratiques ? De fait, si la flamme du mouvement s'est éteinte depuis la fermeture de la décharge, fredonner les airs de l'activisme est toujours possible. S'en détacher, consciemment ou non, l'est également. La pensée d'un « inachèvement constant »

(Neveu, 2014) de la critique écologiste est pertinente en ce qu'elle n'obère aucunement les ruines et les traces incandescentes du mouvement. Ce sont des « restes » du moment héroïque, que chacun choisit de semer à sa manière en participant collectivement de l'histoire racontée, qui permettent ainsi de sonder les façons dont « la société politique [viendrait à] se renouveler » (Chatterjee, 2004, 83).

Alors que les conjonctures critiques en Tunisie et la reproduction des situations révolutionnaires inscrites dans la trajectoire de l'État (Bennani-Chraïbi, Filleule, 2010) ont concentré l'attention des études (Pontiggia, 2021 ; Allal, 2012 ; Gobe, 2022), un décryptage des transformations des champs de la militance environnementale et des mutations des identités écologistes a ici toute sa pertinence dans la société agrébienne. En effet, sortir du champ de la conflictualité liée à la crise des déchets dans le gouvernorat de Sfax est un premier pas vers une analyse relativisant la portée des scandales s'y déroulant, pour y lire une certaine continuité, de même que les dynamiques sous-jacentes aux crises (Dobry, 2009) autrement que sur le registre de l'exceptionnalité.

Peu après la fermeture de la décharge et les événements extraordinaires de la fin de l'année 2021, la contestation se conjugue désormais à l'ordinaire, et de nouvelles configurations sont susceptibles d'affecter le tissu même des mobilisés. Sans supposer une clôture temporelle entre un « avant » et un « après » fermeture de la décharge, ces éléments encouragent à plaider plus largement pour une analyse des mobilisations à froid en Tunisie.

« Ils nous disent "vous faites la guerre pour des chaises", nous on fait la guerre pour l'environnement »¹ : une culture de l'évitement du politique à Agareb

Peu après les mobilisations, l'un des principaux *leaders* du mouvement *Manish Msab* a été élu aux élections. Ce passage du militant au député

nourrit depuis peu les critiques à l'égard du mouvement, selon lesquelles le politique aurait finalement constitué l'objectif de leurs revendications. Soucieux de se dissocier de la radicalité du militant, certains *leaders* du mouvement considèrent à présent qu'« il faut l'intelligence de croiser les bras et calmer les eaux, non pas par peur mais par sagesse »², dans le but de « clarifier leurs propres positions » (Eliasoph, 2010, 207).

Agareb. Aux abords de la décharge d'El Gonna sur la route des camions qui venaient décharger les ordures.



Intérieur de la décharge d'El Gonna.



© A. Carchereux.

Auparavant, les réunions de *Manish Msab* se déroulaient dans le café culturel Podium, considéré comme le lieu où se rejoignent et se combinent les nuisances, celles de la décharge et celles de la zone industrielle. Dans le contexte qui suit de près l'exceptionnel, les déplacements des militants participent d'une « géographie sans cesse réinventée par l'usage quotidien » (De Certeau, 1994, 176). Mon introduction sur le terrain est révélatrice des tendances à l'évitement de ce café culturel autrefois si fréquenté par les militants. Une membre de *Manish Msab* m'explique son incompréhension,

¹ Propos recueillis lors d'entretiens avec des membres de *Manish Msab* à Agareb, 13 février 2023.

² *Ibid.*, 7 février 2023.

car les militants se réunissaient habituellement dans ce café lorsque des chercheurs venaient les rencontrer. Mettre en scène un combat commun et partagé pouvait être auparavant une stratégie pour témoigner de l'importance d'être soudés face aux nuisances. Or, pas une seule fois je n'ai rencontré de militants au sein de ce fameux café. Mon interlocutrice, de même, ne semble pas encline à ce que nous nous rencontrions dans ce café, même si elle m'y a donné rendez-vous. Une fois assises à l'intérieur, elle me suggère de rentrer chez elle.

Je suppose d'abord qu'elle ne souhaite pas se remémorer les événements tragiques des dernières années. Cette hypothèse vient à se refermer subrepticement lorsqu'au moment de quitter le café, la militante me désigne un président d'association assis à l'entrée. Après avoir échangé quelques mots avec lui sur un projet écotouristique qu'il mène, nous nous retirons. Je ne saurais alors dire si les intentions de cette militante étaient de l'éviter ou simplement de préférer un endroit plus propice aux confidences. Quelques semaines plus tard, je retrouve la trace de ce président d'association. Il avoue alors m'avoir croisée plusieurs fois en compagnie de ses principaux rivaux du mouvement *Manish Msab*, et m'explique au détour d'une conversation que, désormais, « ce café est celui des opposants [à *Manish Msab*] »³. La culture de l'évitement, imprégnant les interactions quotidiennes, traduit également l'impossibilité de prendre en compte les conséquences des actions auxquelles les militants participent. Cette idée doit être combinée à l'étude des propriétés sociales des acteurs et leurs trajectoires singulières : parfois, il ne s'agit ni de politiser les revendications, ni de s'inscrire dans l'évitement du politique. Se décrivant comme étrangère et originaire de Tunis récemment installée à Agareb, la militante en question

qualifie ses actions de morales plutôt que stratégiques. Pour elle, la discussion politique s'oppose de plus en plus à l'action réelle ; mais elle réaffirme parfois sa capacité à agir pour la communauté dans son ensemble et pour la cause environnementale en adossant son discours autour « des enfants », caractéristique de l'évitement, à une volonté de « gagner le respect des autres »⁴ militants et habitants d'Agareb.

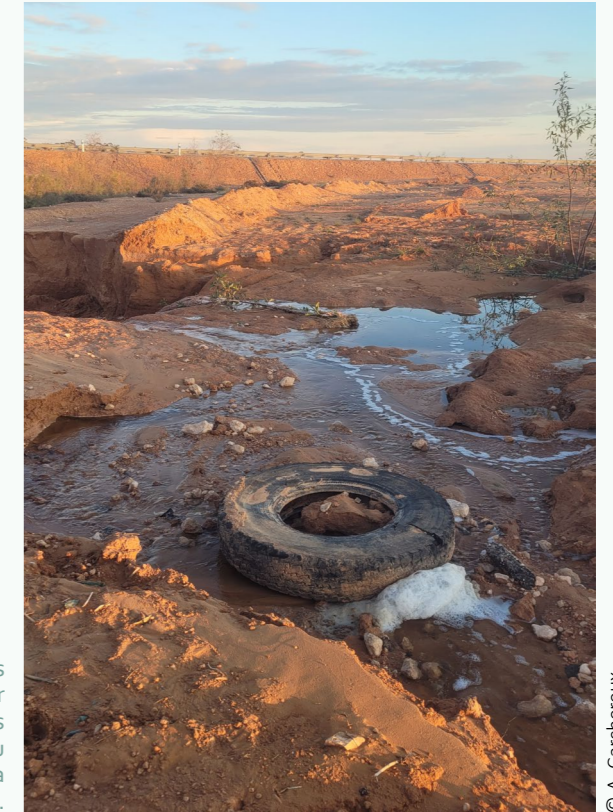
**« Vous n'êtes pas une décharge, alors qu'est-ce que vous êtes ? »
De la nécessité de continuer ou de dépasser le cadre de l'engagement**

En suggérant que les militants ne pourraient se définir autrement que par le symbole de la décharge comme expression des nuisances, un homme politique sfaxien s'exaspère : « Vous n'êtes pas une décharge, alors qu'est-ce que vous êtes ? »⁵ Cette exaspération traduit les représentations que tout acteur projette sur la société civile d'Agareb. Elle n'aurait ni solution, ni vision stratégique de long terme. Ainsi, les mouvements de militants environnementaux sont souvent qualifiés de *nimby*, acronyme péjoratif de « *Not In My BackYard* »⁶ employé pour décrédibiliser les revendications des citoyens qui fustigent les projets nuisant à leur environnement proche sans toutefois se préoccuper des problématiques écologiques plus globales.

« Eux sont toujours disponibles pour se réunir, ils n'ont pas d'engagements familiaux comme moi. *Manish Msab* a dominé les mouvements »⁷, indique le président de l'Association nationale de l'Environnement et du Développement à Agareb. Une autre entité, l'association Roha, dont l'activité est principalement tournée vers la culture et



Rejet des eaux usées à proximité du bâtiment de l'ONAS dans la réserve naturelle d'El Gonna.



Les eaux usées rejetées par l'ONAS. Lieux des affrontements au cœur de la réserve naturelle.

© A. Carrièreux.

l'environnement, est plus catégorique, allant jusqu'à nier la participation et la présence de *Manish Msab* sur le terrain :

*L[eur] seule participation [...], ils [Manish Msab] sont allés auprès du président, c'est politique. Le pouvoir sur le terrain était aux associations, les leaders de Manish Msab sont inexistants sur le terrain à cause de l'existence des associations*⁸.

Face à ces critiques renouvelées de la part des principales associations, les acteurs de *Manish Msab* ont vu dans la fermeture de la décharge un tremplin pour investir de nouvelles causes : ils cherchent de nouveaux alliés stratégiques pour le soutien des victimes, sont actifs dans les tribunaux de Sfax, ou s'investissent au sujet de la réserve naturelle dans laquelle sont déversées les eaux de l'**Office national de l'Assainissement (ONAS)**. Sur ce point, le président de l'association Roha relate :

*Manish Msab veu[t] fermer l'ONAS. Mais notre solution, c'est le traitement de l'eau, l'irrigation. On devient apte pour l'irrigation, avec un peu d'argent on peut irriguer. On parle des solutions scientifiques, pas des solutions... [comme] la violence*⁹.

Dépasser le cadre de l'engagement révolu, c'est aussi investir de nouveaux espaces de militance. La présence des acteurs de *Manish Msab* dans les structures syndicales ou associatives cristallise ainsi les tensions et les lignes de fracture entre les membres :

L'activité au sein d'une association, c'est pas la même chose qu'être militant, c'est contre les gens d'Agareb. Elle [ils désignent une activiste] n'est pas Manish Msab, elle n'a jamais été à table avec nous pour dire « on doit faire ça ».

*[...] La société, c'est comme le sel qui devient soluble dans l'eau, maintenant il y en a contre et qui étaient dedans*¹⁰.

³ Entretien avec le président d'une association à Agareb, 31 mars 2023.

⁴ Entretien avec une militante de *Manish Msab*, Agareb, 14 février 2023.

⁵ Entretien avec un homme politique sfaxien à Sfax, 28 février 2023.

⁶ « Pas dans mon arrière-cour ».

⁷ Entretien avec le président de l'Association nationale de l'Environnement et du Développement d'Agareb, 31 mars 2023.

⁸ Entretien avec le président de Roha à Agareb, 31 mars 2023.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ Entretiens avec des membres du mouvement *Manish Msab* à Agareb, 13 février 2023.

Ce faisant, les acteurs sont constamment pris dans des jeux d'appartenance multiples, de conflits et d'imputations de responsabilités permanentes en lien avec leur engagement passé ou présent. Ceci permet de dégager le caractère pluriel de l'engagement convoqué dans la mise en concurrence des différents acteurs, de même que la transivité croissante et la force des réseaux de nature à autonomiser le militant. Les lieux de socialisation politique que sont les univers syndicalistes ou associatifs ont contribué à davantage fragmenter cette identité militante écologiste depuis la fermeture de la décharge, alimentant certains conflits jusque parmi les membres de *Manish Msab*. Cette hétérogénéité du mouvement, qui constitue une des « épreuves transformatrices d'une lutte sociale » (Bernard de Raymond, Bonin, Bordiel *et al.*, 2023, 86), peut parfois être adaptée en objectif stratégique, révélant d'autres intérêts plus pragmatiques des *leaders* de *Manish Msab* :

On a l'expérience côté technique, mais on a laissé l'espace pour les autres, car on a noté qu'ils veulent s'exprimer. C'est une manière de faire participer [...]. Être visible, sans l'être trop. Il faut alterner, parfois même il faut faire le contraire, lorsqu'on gère la cuisine interne, on donne nos avis, on organise les choses et lorsqu'on est devant les mass media... Lui, qui est de la troisième ligne, tu avances, parce que tu es quelqu'un que l'État ne connaît pas, en deuxième lieu tu as ton espace pour t'exprimer¹¹.

Arpenter l'univers des militants d'Agareb suppose de saisir la diversité des intérêts pragmatiques ou non qui découlent de l'engagement pour l'environnement, qui, loin d'être un objet d'étude au vu de l'importance des crises environnementales récentes et non résolues que connaît la ville de Sfax, permet de sortir de la « matérialité » (Cirelli, Maccaglia, 2021) propre à la question des déchets, pour y décrypter du politique conjugué au quotidien. Si « l'ordinaire empiète de manière

silencieuse », comme le souligne Asef Bayat pour désigner les stratégies de résistances et de survie dans le quotidien des citoyens marginalisés (Bayat, 2000, 545), l'ordinaire peut tout aussi bien résonner, voire retentir de l'extraordinaire au sein d'une localité, et ce au regard des « restes » ou des « rejeux » de certaines lignes de conduite issues d'un contexte de politisation plus général. Le militantisme écologiste, une fois l'écume passée, affleure un peu partout à Agareb. D'un militantisme assumé en vue de la fermeture de la décharge, ce sont désormais des cultures militantes qui transparaissent et qui, tout en donnant l'impression de recréer un nouveau militantisme ou d'être dans la continuité d'un engagement, s'ingénient à se démarquer pour jouer des interprétations et des critiques variées. En des temps refroidis, les étiquettes des militants environnementaux n'étant jamais fixes, leurs résistances continues et fluctuantes permettent d'en nuancer l'unilatéralité et l'univocité, pour ainsi éclairer des contours plus complexes de la catégorie de militant écologiste à Agareb.

Bibliographie

- ALLAL Amin, 2012, « Trajectoires "révolutionnaires" en Tunisie. Processus de radicalisations politiques 2007-2011 », *Revue française de science politique*, vol. 62, n° 5, 821-841.
- BAYAT Asef, 2000, "From 'Dangerous Classes' to 'Quiet Rebels': Politics of the Urban Subaltern in the Global South", *International Sociology*, vol. 15, n° 3, 545.
- BENNANI-CHRAÏBI Mounia, FILLIEULE Olivier, 2010, « Pour une sociologie des situations révolutionnaires. Retour sur les révoltes arabes », *Revue française de science politique*, vol. 62, n° 5, 767-796.
- BERNARD DE RAYMOND Antoine, BONIN Loïc, BORDIEC Sylvain, CHIRON Pierre, CLÉMENT Karine, ELALAOU Charif, GREMION Théo, LIOCHON Paulien, RAVELLI Quentin, REUNGOAT Emmanuelle, 2023, « Les Gilets jaunes : une révolte sans fin ? Une ethnographie comparée des ronds-points pour comprendre la durée du mouvement », *Genèses*, n° 130, 80-111.
- BONO Irène, HIBOU Béatrice, MEDDEB Hamza, 2015, *L'État d'injustice au Maghreb. Maroc et Tunisie*, Paris, Karthala.
- CERTEAU Michel (de), 1994, *La prise de parole et autres écrits politiques*, Paris, Éditions du Seuil.

CHATTERJEE Partha, 2004, *The Politics of The Governed: Reflections on Popular Politics in most of the World*, New York, Columbia University Press.

CIRELLI Claudia, 2015, « Du déni à la mobilisation. Vivre à côté d'une décharge (le cas de Vienne, Isère) », *Ethnologie française*, vol. 45, n° 3, 467-476.

CIRELLI Claudia, MACCAGLIA Fabrizio, 2021, « Penser le politique par les déchets », *Géocarrefour*, vol. 95.

DOBRY Michel, 2009, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de Sciences Po.

ELIASOPH Nina, 2010, *L'évitement du politique. Comment les Américains produisent l'apathie dans la vie quotidienne*, Paris, Économica.

GOBE Éric, 2022, « La Tunisie en 2020 : les mouvements de protestation au temps du Covid-19 », *L'Année du Maghreb*, n° 26, 329-342.

NEVEU Catherine, 2014, « Qu'achève-t-on dans des mouvements sociaux ? », *L'Information géographique*, vol. 78, n° 2, 85-94.

PONTIGGIA Stefano, 2021, *Revolutionary Tunisia. Inequality, Marginality, and Power*, Lanham, Rowman & Littlefield.



¹¹ *Ibid.*

L'action sociale contre le centre de traitement de déchets dangereux de Jradou

Hassane Mouri

Cette contribution revient sur la création d'un centre de traitement de déchets dangereux avant 2011 à Jradou (Tunisie), et sur les vives protestations dont il a fait l'objet après la chute du régime autoritaire de Ben Ali. Elle traite plus généralement des défaillances de l'État dans cette région, qui ont catalysé les mécontentements à l'encontre des pouvoirs publics.

This article looks back at the creation of a dangerous waste treatment centre in Jradou (Tunisia) before 2011 and the forceful protests against it after the fall of Ben Ali's authoritarian regime. It also considers failures of the state in the region that have catalysed discontent with public authorities more broadly.

يعود هذا المقال على تأسيس مركز لمعالجة النفايات الخطيرة قبل 2011 بمنطقة جرادو (تونس) وعلى الاحتجاجات التي طالته إثر سقوط بن علي الاستبدادي. ويتطرق بصفة عامة إلى فشل سياسات الدولة في هذه المنطقة والتي غذت إحساس الاستياء من السلط العمومية.

Introduction

La mise en place d'une infrastructure de traitement des déchets dangereux et hautement toxiques est une priorité stratégique de la politique environnementale de la Tunisie pour l'élimination des déchets à haut risque. Dans cette perspective, les autorités tunisiennes ont créé un centre situé à Jradou, à 20 kilomètres de Zaghouan, et presque 100 kilomètres au sud de Tunis¹. Si, dès le démarrage du projet, le traitement des déchets dangereux a respecté le protocole technique d'élimination, le processus de traitement des déchets a connu des défaillances qui ont eu par la suite des effets désastreux sur la totalité du projet. Les riverains (agriculteurs, habitants du village, société civile, acteurs politiques alliés au pouvoir avant 2011) ont alors dénoncé les défaillances techniques dans le traitement des déchets auprès de l'Agence nationale des Gestion des Déchets (ANGED) et du ministère de l'Environnement, en vain. Ce silence et l'imprudence de la bureaucratie n'ont fait qu'accroître un sentiment de refus des deux institutions. Mais, encouragés par le vent de liberté qui souffle après 2011, et soutenus par les actions de la société civile, les riverains ont mis fin aux activités du centre. De fait, préoccupée par les mesures sanitaires de traitement des déchets industriels, et inquiète au sujet des

rumeurs de l'enfouissement des déchets dangereux, voire hautement toxiques, la population locale, soutenue par la société civile, s'est mobilisée contre le projet. Des mouvements protestataires ont vu le jour : pour cause, les riverains redoutaient que les normes en vigueur pour le traitement des déchets ne soient pas respectées, ce qui affecterait leur qualité de vie et, plus largement, menacerait la santé publique et l'environnement. C'est là que la question écologique fait surface, longtemps négligée dans les projets de développement. À la suite de ces accusations, le centre de traitement des déchets toxiques de Jradou a fermé ses portes, dans une situation sociale très tendue. L'étude d'impact s'est faite en présence d'experts allemands depuis 2002, ce qui a sans doute permis de limiter les impacts négatifs sur l'environnement tout en parvenant à ce que les industriels du pays respectent rigoureusement les normes environnementales en vigueur. Une étude sociologique longitudinale lancée depuis 2015 suit de près l'évolution de la situation, pour comprendre l'émergence de ce mouvement social de défense de l'environnement.

Un projet imposé d'en haut et explosif

Le centre de Jradou est situé dans le Nord-Est de la Tunisie, à égale distance des deux grands

pôles industriels de Ben Arous d'une part, qui abrite presque le tiers de l'industrie chimique du pays, et de la zone du Sahel d'autre part (comprenant Sousse, Monastir et, dans une certaine mesure, Mahdia). Le village, une petite citadelle située au sommet d'un promontoire rocheux très étroit, vit d'agriculture, de tourisme culturel des sites berbères, et d'artisanat. Dans les conversations quotidiennes, les habitants parlent de leur territoire, de la qualité de vie, du paysage et de la salubrité du village, affectée par le projet de gestion des déchets hautement toxiques.

L'on estime la production totale de l'industrie tunisienne en matière de déchets toxiques à 150 000 tonnes par an, dont 19 000 proviennent de l'utilisation des produits chimiques. Mais que sont devenus ces déchets toxiques au fil des ans ? Comment et où l'État et ses agences s'en débarrassent-ils ? Nul n'est besoin de chercher bien loin : ils sont déversés dans les cours d'eau², les rivières, les forêts et les dépôts anarchiques ou, dans le meilleur des cas, dans les décharges publiques contrôlées.

Face à cette situation et à l'évolution des quantités de déchets industriels et spéciaux, l'État tunisien, en collaboration avec l'Allemagne, s'est attaché à créer, dans le but de préserver la santé de tous les citoyens, une unité de traitement des déchets à Jradou et deux centres de stockage et de transfert au centre (Sfax) et au Sud (Gabès). Ce centre, le premier consacré au traitement des déchets industriels et spéciaux en Afrique, apparaît comme la solution ultime aux menaces environnementales ; mais il a vu le jour sous le règne de l'État-parti, imposé par l'État et avec le consentement de la société civile partisane de l'unique parti au pouvoir dans le pays et ses représentants locaux. Son inauguration en 2009³ s'est produite contre la volonté de la masse silencieuse, qui n'a eu d'autre choix que de s'y soumettre. La programmation et la construction du centre, dès le démarrage du

projet, ont été faites sans consulter la population locale. Un habitant de Jradou nous confie que les « représentants » du village auprès des différentes instances du pouvoir avant 2011 « étaient en allégeance avec les autorités régionales et centrales ». Ce projet, malgré les risques qu'il présente, s'est réalisé sous le prétexte de promouvoir le développement, la lutte contre le chômage et la défense des intérêts du pays. Ainsi, la population a dû composer avec l'étroite proximité d'un projet auquel elle est hostile – d'autant qu'elle n'y est pas impliquée – sans pour autant pouvoir s'exprimer ou dénoncer les risques potentiels qu'il peut engendrer pour les villageois de Jradou. Cette situation a exacerbé la souffrance et la colère de la population, ainsi qu'un mécontentement latent par crainte de la réaction d'un pouvoir autoritaire.

Le conflit : les logiques contradictoires de développement

Le mouvement de protestation contre le projet traduit la complexité du village par sa position géographique et son histoire. L'opposition majoritaire de la population à ce projet spécifique de centre de traitement des déchets n'est que l'arbre qui cache la forêt. En réalité, l'origine du problème réside dans la marginalité économique et sociale d'un village qui pourtant a « contribué à la lutte contre la colonisation et qui contribue encore aux efforts de développement du pays par les cadres originaires du village », dit l'un des enquêtés. Dans les faits, la réalité socio-économique et de développement du village dévoile un vrai problème d'infrastructures élémentaires et socio-collectives. Sans prétendre à l'exhaustivité, citons l'irrégularité des moyens de transport, surtout pour les enfants allant à l'école, le problème du chômage touchant surtout les jeunes diplômés, la crise de la distribution des produits artisanaux provenant des branches professionnelles surtout investies par les femmes, etc.

¹ Avant la création de cette nouvelle structure au profit des industriels, les entreprises éliminaient leurs déchets toxiques sans payer de redevances, dans des décharges sauvages, dans un cours d'eau sans aucun traitement ni contrôle, ou dans les décharges contrôlées grâce à l'usage de l'appellation de déchets inertes, malgré la loi de 1996 qui interdit ces pratiques.

² MOURI Hassane, 2018, *L'État à l'épreuve de l'incertitude de l'eau : Medjerda, une population riveraine face au risque d'inondation*, IBLA.

³ Rapport de l'ANGED, 2010.



Plus grave encore est le problème de développement de l'agriculture, l'un des points forts du village et, plus largement, de tout le gouvernorat de Zaghouan. Bien qu'il s'agisse d'une zone très fertile, l'agriculture n'y a pas été développée, et n'a pas suivi le processus de modernisation des activités agricoles faute de financement, d'encadrement et d'investissement de l'État dans les localités reculées. En outre, la localité de Jradou est caractérisée par une disparité profonde entre deux types de propriétaires terriens : d'un côté, la petite paysannerie pauvre, majoritaire, a une propriété de taille limitée (0,5 à 2 hectares), et peine à se développer à cause du phénomène de morcellement des terres, notamment en raison du système successoral, du manque de moyens matériels et techniques, des zones enclavées et du phénomène du stress hydrique ; de l'autre, à l'inverse, on trouve une minorité de grands agriculteurs qui sont des propriétaires ou des concessionnaires de terres domaniales, et qui bénéficient de moyens considérables pour développer l'exploitation capitaliste des terres agricoles. Ainsi, la crise de développement du village, jointe au risque environnemental représenté par la création d'un centre de traitement des

déchets dangereux, ont soulevé de vives protestations de part de la population du village. En cherchant les causes de la résistance au projet de développement à Jradou, nous avons pu constater trois logiques contradictoires : d'une part, un discours développementaliste de l'État qui soutient une tendance de développement pour créer de l'emploi dans le village, un deuxième discours des bailleurs de fonds qui défend un développement durable en vue de réduire les conséquences environnementales et sociales des secteurs d'activités ; enfin, une troisième logique, celle de la population locale dont les motivations sont profondément distinctes de celles des acteurs politiques qui ne répondent pas souvent à leurs besoins et à leurs attentes.

Il convient de s'attarder sur chacune de ces logiques, en premier lieu celle de l'État. Pendant des années, celui-ci a ratifié presque toutes les conventions internationales pour la protection de l'environnement. Cette adhésion a été suivie de la promulgation d'une panoplie de textes juridiques importants pour la mise en œuvre des textes de loi qui, dans les faits, ont changé la situation environnementale dans le pays. Il s'est par ailleurs engagé auprès des

bailleurs de fonds pour promouvoir une politique publique de gouvernance de l'environnement et la mise en place d'une approche concertée de gestion des déchets : ménagers, dangereux, de construction et de démolition. Mais, de longue date, le secteur public souffre de problèmes profonds : lourdeur bureaucratique, manque de personnel, inefficacité du système de contrôle des activités des entreprises privées. La défaillance administrative profonde et l'incapacité des services techniques à réagir, par manque de moyens mais aussi du fait de la prolifération des logiques purement subjectives, ont dérégulé et complexifié l'application des mesures techniques de traitement des déchets hautement toxiques. Les conséquences désastreuses des entreprises et des employés non formés aux problématiques de traitement des déchets ont tout d'abord engendré la contamination de l'environnement du centre et des autres zones agricoles de proximité. Cette situation de délabrement a été confirmée par les experts mobilisés par le tribunal de première instance de Zaghouan, en même temps qu'elle a agi comme le déclencheur d'un mouvement social protestataire qui a mis en cause tout le projet.

Quant aux riverains, dès le départ, les ouvriers du centre, originaires en majorité du village de Jradou, ont remarqué les défaillances et le non-respect des règles de traitement des déchets. Les ouvriers et les techniciens ont ainsi dénoncé des pratiques qui ne respectent pas les normes de traitement. La population locale a alors organisé un premier *sit-in* le 28 février 2011 pour militer en faveur de la fermeture du centre. Y ont participé des acteurs et *leaders* de la localité de Jradou, qui jouissent d'une certaine notoriété fondée sur l'histoire familiale, l'héritage et le capital symbolique par l'image de la défense de l'intérêt de la communauté et de la qualité de vie des habitants du village. Outre l'association [Environnement et Développement de Jradou](#), des personnalités influentes se sont également mobilisées, qui bénéficient d'une bonne réputation et d'un capital symbolique important. De même, malgré son caractère rural et communautaire, l'action sociale a également mobilisé des femmes, des jeunes et des personnes âgées. Les protestations ont pris de multiples formes : *sit-ins* organisés par les riverains, mobilisation des médias, presse écrite et réseaux sociaux. Les *leaders* de ce mouvement ont alimenté des inquiétudes et des tensions chez les villageois de Jradou par

rapport aux effets des déchets dangereux manipulés par l'établissement sur leur santé, sur la nappe phréatique et sur les sols dans les zones avoisinantes. Les informations et les données qui ont alors circulé dans le village se sont appuyées sur les résultats d'analyses menées par les experts.

Pour faire davantage pression sur l'administration et sur l'État tunisien, la société civile, les villageois et les riverains du centre ont clamé que le centre traite des déchets radioactifs. Pour faire face à cette polémique, l'ambassade d'Allemagne en Tunisie a été contrainte de faire une mise au point sur la situation de ce site, en précisant que le centre de Jradou :

n'est pas conçu pour l'élimination des déchets radioactifs, des déchets explosifs ou des déchets d'activités de soins, car les technologies qui y sont installées ne permettent pas une telle élimination... Le centre de Jradou ne reçoit pas non plus de déchets importés ni de l'Allemagne, ni d'autres pays⁴.

Non convaincus par cette réponse, la société civile et les habitants ont accusé l'État, les autorités régionales et les partenaires allemands d'être complices, et ont continué à réclamer la fermeture pure et simple de ce centre. De même, un rapport des experts engagés par le tribunal de première instance de Zaghuan a affirmé que certains déchets dangereux ne sont pas solidifiés avant leur enfouissement, ce qui n'est pas conforme aux normes internationales. Dès lors, les habitants de Jradou, mobilisés par la société civile et par les preuves tangibles exposées par les experts sollicités par le tribunal, se sont dressés contre le centre et les effets de contamination de l'environnement dans lequel ils vivent. Ainsi ont-ils décidé la fermeture du centre depuis le 28 février 2011.

Logiques de mobilisation

Le tissu associatif de Jradou mobilise la population locale en s'appuyant sur trois



© H. Mouri, Jradou.

arguments. Le premier se fonde sur des raisons environnementales : la société civile a engagé des experts dans le domaine de la gestion des déchets qui ont mené une enquête et démontré les manquements au respect des modalités techniques de l'enfouissement des déchets. Les rapports ont été déposés dans le dossier auprès de la cour de première instance de Zaghuan. Le second argument tient à la dégradation de la qualité de vie dans la localité : depuis des années, Jradou souffre d'une dégradation de la qualité de l'environnement, *a fortiori* depuis la création d'une carrière de gravier qui génère de la poussière et des nuisances sonores causées par l'éclatement à l'explosif ; s'y est ajoutée la création du centre de traitement des déchets dangereux. Enfin, un troisième argumentaire fait appel à l'imaginaire de Jradou sur le mode nostalgique : les Jradis, très fiers de leurs origines, sont en effet bien ancrés dans le paysage socio-culturel de leur village. De plus, celui-ci a acquis, au fil des années, une réputation spécifique dans la région : des nobles très instruits qui en sont originaires ont contribué au mouvement national, et leurs fils cadres ont participé à l'effort de construction de l'État. L'on voit que la société civile a construit son discours sur des enjeux sensibles pour les habitants de Jradou, ce qui explique l'intensité du mouvement qui a mis un terme au projet.

S'y ajoutent d'autres arguments, parmi lesquels le sentiment d'appartenance ou l'identité locale : en effet, le discours déployé par la société civile fait intervenir la question identitaire locale et l'attachement au village. Il affirme ainsi que l'installation du centre risque d'entraîner le départ des habitants, à cause de la dégradation de la qualité de vie. Un tel phénomène représenterait la fin de l'existence de leur patrimoine, véritable source de fierté pour les Jradis. De même, l'on s'appuie sur la science pour fustiger le centre : l'expertise de la situation du traitement des déchets à risque s'est appuyée sur des analyses scientifiques menées par des experts eux-mêmes mobilisés par le tribunal de première instance de Zaghuan. Notons l'importance de la notabilité des acteurs de la société civile qui prennent position contre le centre : il s'agit de hauts diplômés et d'acteurs respectables, dotés d'un capital symbolique considérable, en définitive de personnalités qui font consensus au sein de la société jradie. Enfin, le discours religieux n'est pas ici sans importance, recourant à des arguments d'autorité religieuse, mais aussi à une linguistique rhétorique bien rodée pour convaincre. Fondé sur l'émotion et la subjectivité, il touche en effet une majorité d'interlocuteurs. Ainsi, dès le départ, l'implication des hommes de religion, notamment les imams, vise à donner un aspect sacré au mouvement collectif pour donner lieu à une fermeture durable du centre. L'on voit que le discours religieux transcende les mosquées, lieux de culte, pour se manifester sur les murs du centre et dans les espaces publics, sous la forme de graffitis provocateurs faits par les responsables, les visiteurs et la population locale.



© H. Mouri, Jradou.

Conclusion

Les observations sur le terrain nous ont montré l'extrême complexité de la politique de développement au niveau local, et l'urgence de mettre en place une gestion durable des déchets.

Dans la dynamique de la société locale, c'est la société civile qui s'engage dans la lutte contre l'atteinte à l'environnement. Cet investissement des populations locales s'avère de plus en plus visible et indispensable : il témoigne de l'émergence de l'engagement citoyen. La société civile, en développant une connaissance de plus en plus approfondie et complexe des risques qui peuvent survenir à tout moment sur le plan environnemental, a pu dresser un bilan et être en mesure de critiquer les projets de développement mis en œuvre par l'État.

⁴ Communiqué de l'ambassade d'Allemagne daté du 10 mars 2011.

Les réponses socio-territoriales aux mobilisations contre les nuisances industrielles dans la Tunisie post-2011

Diane Robert

Cet article analyse les mobilisations sociales pour la cause environnementale en Tunisie post-révolutionnaire à partir d'un terrain mené à Gabès et à Sfax, et détaille les acteurs qui y prennent part, leurs motivations, leurs modes d'expression, les réseaux mis en place et les réponses faites par les autorités publiques aux protestations.

Based on fieldwork in Gabès and Sfax, this article analyses the social mobilisations for the environment in post-revolutionary Tunisia, describing the actors involved, their motivations, their forms of expression, the networks created and the reactions of the public authorities to the protests.

يحلّل هذا المقال الاحتجاجات الاجتماعية حول القضايا البيئية في تونس ما بعد الثورة انطلاقاً من عمل ميداني تم إنجازه في تونس (صفاقس وقابس) كما يعطي تفاصيلاً عن مختلف الأطراف المتدخلة، دوافعهم، طرق تعبيرهم، الشبكات التي تم وضعها إضافة إلى تفاعل السلط العمومية مع الاحتجاجات.

Introduction

Ce texte porte sur des mobilisations étudiées dans le cadre d'une thèse de doctorat¹, qui dénoncent les nuisances socio-environnementales qui, sur des territoires localisés, engendrent des activités dont l'intérêt pour l'économie nationale ou régionale est mis en avant : transformation des minerais phosphatés en engrais destinés à l'export, extraction d'hydrocarbures et stockage des déchets. Certaines de ces mobilisations ont vu le jour ces dernières années, mais d'autres ont une histoire qui remonte à plusieurs décennies. Assurément, les transformations politiques et sociales de l'après-2011 ont affecté leurs modalités d'expression, puisque l'on a pu constater un renouvellement de leur répertoire d'action et un élargissement de leurs bases sociales. Ainsi, ces mobilisations, loin de rester cantonnées à des arènes restreintes ou à des enjeux sectoriels, ont gagné en ampleur.

Les conflits, révélateurs et producteurs de dynamiques territoriales et de rapports de force

Les situations de conflit sont particulièrement intéressantes à étudier en géographie. En effet, elles font émerger des enjeux liés à des

dynamiques territoriales et politiques ; de même, elles révèlent des positionnements différenciés et des divergences d'intérêts au sein de groupes d'acteurs sociaux antagonistes. Elles permettent également d'aborder leurs relations à l'espace et leurs représentations, ainsi que les rapports de force que ces groupes parviennent à instaurer (Melé *et al.*, 2004 ; Pistre, 2010 ; Darly, 2012 ; Laslaz, 2015). Les conflits de proximité étudiés mettent ainsi en exergue les manières dont les activités de production ciblées par les mobilisations ont contribué, par les prélèvements de ressources naturelles, notamment hydriques, et les rejets polluants qu'elles génèrent, à dégrader le cadre de vie et la santé des riverains, et à mettre en péril d'autres activités économiques comme l'agriculture, la pêche et le tourisme².

Aussi peut-on identifier trois grandes catégories d'acteurs qui participent aux mobilisations contre ces nuisances. La première catégorie regroupe des acteurs dont l'activité professionnelle est affectée par les nuisances, notamment des groupes d'agriculteurs ou de pêcheurs qui subissent des pertes de revenus liées aux pollutions. La seconde catégorie rassemble les habitants des localités et quartiers riverains des installations polluantes – ou de projets d'implantation de nouvelles unités – qui se

plaignent d'effets sur leur santé, et dont les revendications portent sur l'arrêt des nuisances – ou le refus des projets – mais aussi sur l'obtention de compensations. Celles-ci prennent notamment la forme de demandes d'emploi dans les entreprises d'État, puisque les classes populaires, très affectées par le chômage ou les conditions de travail dégradées, sont souvent surreprésentées dans ces quartiers peu attractifs du fait de leur exposition aux nuisances³. Enfin, l'on peut distinguer une troisième catégorie constituée de groupes de pression qui se mobilisent à une échelle plus large que le quartier, qui peuvent compter sur davantage de ressources militantes, disposent d'un capital social et culturel tendancielle plus élevé, et revendiquent de prendre part aux décisions politiques et économiques qui concernent leurs territoires, désirant notamment changer les orientations économiques de ces derniers en rompant avec leur spécialisation industrielle.

Cependant, les situations de conflit n'ont pas seulement une fonction d'« analyseur social » (Charlier, 1999, 88). Elles ont des effets sur les acteurs qui y prennent part, sur le droit, sur la constitution de problèmes publics⁴, sur la représentation des territoires, etc. Ces réflexions sur la « productivité » des conflits au sens de leur « faculté de produire » (Melé, 2012) permettent ainsi d'envisager les effets des mobilisations au-delà d'une lecture en termes de succès et d'échecs. C'est cette fonction transformative que nous souhaitons examiner dans ce texte, et plus spécifiquement les renégociations des relations entre activités industrielles et territoires.

Des tentatives de réparation et de résorption des nuisances ont figuré parmi les réponses apportées aux mobilisations par les entreprises mises en cause et les agences de l'État. Ainsi, l'entreprise Thyna Petroleum Services (TPS), responsable d'une fuite d'hydrocarbures au large de Kerkennah en mars 2016, a réalisé des travaux de pompage des résidus d'hydrocarbures déposés sur les plages de l'archipel, se trouvant

sous la pression de pêcheurs qui menaient des actions de contestation, et des agences de l'État. À Sfax, la mobilisation pour la fermeture de l'usine NPK avait donné lieu à un projet de réhabilitation et de réaménagement du site, Taparura, dont seule la première phase a été réalisée. À Gabès, des prêts de la Banque européenne d'investissement accordés au Groupe chimique tunisien (GCT) ont permis des améliorations techniques visant à réduire les nuisances. Mais ces actions, qui s'effectuent au coup par coup ou dont la portée s'avère limitée en l'absence d'investissements massifs, ne permettent pas de contenir le mécontentement. Certaines entreprises s'efforcent alors d'améliorer leur image en se dotant, à la faveur de connexions avec des promoteurs de la Responsabilité sociale des entreprises (RSE) au niveau international, de programmes de formalisation de leur conformité à des normes environnementales et de leurs actions à destination du territoire où elles sont implantées. Mais les effets les plus notables des conflits sur les relations des activités de production aux territoires se rapportent à des mécanismes de redistribution de la valeur tirée de ces activités et à des réaménagements de l'espace industriel.

Négocier des formes de redistribution : des compensations pour les groupes qui s'identifient comme victimes des nuisances

Le versement de compensations aux groupes qui s'identifient comme des victimes des nuisances industrielles figure en bonne place dans les revendications des groupes, mais aussi dans les propositions des négociateurs qui tentent de contenir ces contestations. C'est un axe du gouvernement des conflits qui visent les activités de production et les pollutions qu'elles génèrent. En octroyant des compensations financières, matérielles ou sous forme de postes d'emploi aux groupes à l'origine des blocages de l'activité industrielle ou à destination d'organisations

¹ Cette thèse repose sur un travail d'enquête réalisé dans les régions de Gabès et de Sfax entre 2017 et 2019 par l'intermédiaire d'observations directes et d'entretiens avec des acteurs des mobilisations, des entreprises mises en cause, des institutions étatiques et des agences de coopération. D'autre part, un suivi de la presse en ligne et des réseaux sociaux ainsi que des recherches documentaires ont été réalisés.

² Sur les impacts des activités de transformation de phosphate à Gabès, voir notamment Hayder (1986), Abdelhamid (2018) et Carpentier (2018). Voir aussi Robert (2021) sur les mobilisations relatives à ces impacts et à ceux de l'extraction d'hydrocarbures à Kerkennah.

³ Voir par exemple Bouhleb (2016) pour le cas de Sfax.

⁴ En reprenant la terminologie de Pierre Lascoumes et Patrick Le Galès, un fait social devient un problème public lorsque des acteurs se mobilisent et l'inscrivent dans l'espace public afin que des actions soient mises en œuvre pour le traiter (Lascoumes, Le Galès, 2018).

locales (clubs sportifs, associations, etc.), les entreprises et les pouvoirs publics mis en cause espèrent contribuer à mieux faire accepter les activités industrielles dans leurs territoires d'implantation. Toutefois, ils ne parviennent pas toujours à éviter les effets d'entraînement : par imitation, de nouveaux groupes reproduisent le mode opératoire du blocage, en demandant à leur tour des versements de compensations. En outre, de nombreuses tensions opposent des groupes ancrés dans des localités différentes, qui contestent les modes de répartition des compensations et leur caractère inéquitable : certains groupes estiment par exemple que la localité à laquelle ils se sentent appartenir est délaissée dans la redistribution.

Dans une certaine mesure, les revendications et actions des groupes d'agriculteurs et de pêcheurs lésés par les nuisances, et celles des habitants riverains d'installations industrielles, tout comme les réponses apportées par les pouvoirs publics, peuvent se comprendre en référence à une économie morale en partie héritée des décennies précédentes. Celle-ci met l'État face à ses obligations d'assurer l'emploi et la subsistance de sa population, menacée ici par les impacts des activités industrielles. On peut considérer que les mobilisations, comme les mesures qui leur font suite, s'inscrivent dans la continuité des modèles de redistribution clientélistes et paternalistes en vigueur sous Bourguiba et Ben Ali (Desrués, Gobe, 2021), ou encore du « pacte de sécurité » qu'évoquait Béatrice Hibou dans son analyse à chaud du mouvement de 2010-2011 (Hibou, 2011).

Une tendance à la délocalisation-relocalisation des nuisances du centre vers la périphérie

Enfin, les modes de résolution des conflits liés aux nuisances donnent lieu à des réaménagements de l'espace industriel : les blocages de la production et les pressions

politiques poussent à des délocalisations des activités industrielles, notamment des centres urbains vers les périphéries (à différentes échelles). Les décisions de fermeture de la NPK puis d'arrêt de la Société industrielle d'acide phosphorique et d'engrais (SIAPE) à Sfax, suite à des mobilisations qui se sont étalées sur plusieurs décennies, se sont accompagnées d'une délocalisation de la production d'engrais vers Skhira, à 80 kilomètres en direction du Sud sur la côte, dans le même gouvernorat, et vers Mdhilla, dans le bassin minier de Gafsa. Les projets d'amélioration du cadre de vie à Sfax se sont traduits par le remplacement de l'ancienne décharge municipale près du site de la SIAPE par une décharge inaugurée en 2008 sur le site d'El Gonna à Agareb, destinée à accueillir tous les déchets du gouvernorat (Bennasr, 2006). Suite à un mouvement de contestation dans cette petite ville de la périphérie sfaxienne, fortement médiatisé à l'automne 2021, cette décharge a fermé, et il est désormais question d'ouvrir une nouvelle décharge à Limada, zone rurale périphérique du gouvernorat. À Gabès, il a un temps été question de remplacer le rejet de phosphogypse dans la mer au niveau de Chott Salem vers la petite ville d'Oudhref, avec un projet de mise en terril⁵ du phosphogypse. Mais ce projet a été annulé du fait des mobilisations des habitants de la ville. De même, un projet de délocalisation de l'ensemble des unités du GCT vers Menzel Habib (en périphérie du gouvernorat) a été annoncé en 2017, et est pour l'instant gelé, faute de financements. À Kerkennah enfin, si les sites d'extraction d'hydrocarbures ne peuvent pas être délocalisés, ce sont les voies d'acheminement du condensat qui sont déplacées pour éviter les sites où les blocages sont récurrents.

Cette tendance à la délocalisation de ces activités génératrices de nuisances vers l'arrière-pays se présente donc comme une solution spatiale de moyen à long terme pour les acteurs



© D. Robert.

de l'aménagement industriel. Les risques de contestation y sont estimés inférieurs, et le risque de blocage de la production ou de l'acheminement des matériaux peut apparaître moindre. Par ailleurs, elle répond aux attentes immédiates de certains groupes d'habitants, pêcheurs et agriculteurs riverains des unités polluantes existantes, tout en ménageant partiellement travailleurs et chômeurs opposés à des destructions d'emplois (via des promesses de mise en place de navettes des zones d'habitation vers les unités industrielles). En plus de mettre fin aux blocages, le départ des sites industriels des centres urbains est perçu comme un moyen de faire advenir de nouvelles perspectives de développement pour ces centres.

En définitive, les mobilisations contre les nuisances ne semblent pas avoir entraîné d'infléchissements significatifs des politiques industrielles. En effet, les mesures de réparation et de limitation des nuisances ont eu une portée limitée ; c'est surtout sur des mesures de

La marche à Chott Salem, le 30 juin 2017, dans le cadre de la campagne « Saker lemsab » (« fermez le déversoir »). C'est suite à cette marche, allant jusqu'au canal de déversement dans la zone industrielle de Gabès, que la décision a été prise de transférer les unités gabésiennes du GCT vers un autre site du gouvernorat.

redistribution sociale que l'action publique s'est concentrée. Elle a par ailleurs dû composer avec une double contrainte, puisqu'elle s'est trouvée pressée entre, d'un côté, les exigences des créanciers internationaux qui limitent les nouvelles embauches dans le secteur public et les dépenses sociales et, de l'autre, des demandes de compensations d'acteurs protestataires qui, parvenant fréquemment à bloquer la production, ont certains moyens de se faire entendre. La tendance à la délocalisation des nuisances semble mettre en lumière une forme de concurrence territoriale intégrant d'une part les attentes des riverains et, d'autre part, les possibilités d'accumulation de capital liées à des opérations de renouvellement des centres urbains. Il y a des gagnants et des perdants à ce jeu de concurrence, autrement dit ces délocalisations peuvent produire de nouvelles inégalités territoriales. D'ailleurs, dans les territoires où les nuisances ont été relocalisées ou dans lesquels il a été envisagé de le faire, elles n'ont pas manqué de susciter de nouvelles contestations.

⁵ La mise en terril est une modalité de stockage de ce déchet très encombrant, le phosphogypse, boue de déchet issue de la transformation de minerais phosphatés en acide phosphorique. Cette modalité consiste à l'acheminer vers un bassin, le laisser sédimenter et en évacuer l'eau de transport, pour former un tas aux proportions très importantes, puisque d'énormes quantités de phosphogypse sont produites chaque jour (12 000 tonnes environ à Gabès).



Bibliographie

ABDELHAMID Maha, 2018, *Les transformations socio-spatiales des oasis de Gabès (Tunisie) : déclin des activités agricoles, urbanisation informelle et dégradation de l'environnement à Zrig, des années 1970 à nos jours*, thèse de doctorat en géographie de l'Université Paris X-Nanterre.

BENNASR Ali, 2006, *Sfax : de la ville régionale au projet métropolitain*, mémoire d'habilitation à diriger des recherches (HDR) d'histoire, philosophie et sociologie des sciences, de la Faculté des Sciences humaines et sociales de Sfax.

BOUHLEL-ABID Maha, 2016, *Étalement urbain et inégalités environnementales dans le Grand Sfax (Tunisie)*, thèse de doctorat en géographie de l'Université de Sfax.

La marche d'El Hamma, en décembre 2018.

CARPENTIER Irène, 2018, *Les révolutions silencieuses des oasis du Sud tunisien : crise des modèles et réponses locales*, thèse de doctorat en géographie de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

CHARLIER Bruno, 1999, *La défense de l'environnement : entre espace et territoire. Géographie des conflits environnementaux déclenchés en France depuis 1974*, thèse de doctorat en géographie de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour.

DARLY Ségolène, 2012, « La reterritorialisation de l'agriculture, effet collatéral des conflits d'usage. Le cas francilien », *Économie rurale*, n° 332, 31-46.

DESRUÉS Thierry, GOBE Éric, 2023, "‘We don't want to be governed like this anymore’: protest democracy as an expression of a crisis of governmentality in post-

revolution Tunisia", *British Journal of Middle Eastern Studies*, vol. 50, 648-665.

HAYDER Adnane, 1986, *L'industrialisation à Gabès et ses conséquences. Étude de géographie urbaine et économique*, Tunis, Centre de publications universitaires.

HIBOU Béatrice, 2011, « Tunisie. Économie politique et morale d'un mouvement social », *Politique africaine*, n° 121, 5-22.

LASCOUMES Pierre, LE GALÈS Patrick, 2018, « 4. Problèmes publics : des controverses aux agendas », in P. Lascoumes, P. Le Galès (dir.), *Sociologie de l'action publique*, Paris, Armand Colin, 66-83.

LASLAZ Lionel, 2015, « Conflit environnemental », *Hypergéométrie*, 21 mars.

MELÉ Patrice, LARRUE Corinne, ROSEMBERG Muriel (dir.), 2004, *Conflits et territoires*, Tours, Presses universitaires François Rabelais.

MELÉ Patrice, 2012, « Pour une géographie des conflits urbains de proximité en Amérique Latine », *Géocarrefour*, vol. 87, n° 1, 3-13.

PISTRE Pierre, 2010, « Mobilisation dans les campagnes toulousaines : conflit d'aménagement et tensions locales », *Espaces et sociétés*, n° 143, 151-169.

ROBERT Diane, 2021, « Contestations croisées des nuisances environnementales des industries et des injustices territoriales à Gabès et Kerkennah (Tunisie) », *Justice spatiale - Spatial justice*, n° 16.

Le président « propre » : déchets et propreté comme métaphores politiques

Jamie Furniss et Maha Bouhleb

Cette contribution présente une analyse de l'utilisation des déchets et du lexique de la saleté et du nettoyage en Tunisie en tant que registre politique, à des fins de communication et de stratégie politiques. Elle évoque également la question du prisme (scientifique, technologique, hygiénique, politique) par lequel sont abordées les problématiques environnementales.

This paper analyses how waste and the lexicon of dirtiness and cleaning are employed in Tunisia as a political register for political and communicational purposes. It also touches on the question of the prism (scientific, technological, hygienic, political) through which environmental issues are addressed.

تقدم هذه المشاركة تحليلاً حول استعمال النفايات ومعجم الأوساخ والتنظيف كسجل سياسي له أهداف اتصالية واستراتيجية. كما تتطرق أيضاً إلى الخلفية / الزاوية (العلمية، التكنولوجية، الصحية أو السياسية) التي تتم من خلالها معالجة المسائل البيئية.

Introduction

Depuis plus de dix ans, dans plusieurs pays arabophones du bassin méditerranéen, les déchets et la propreté de l'espace public jouent un rôle politique majeur à deux titres. D'une part, ils agissent comme catalyseurs de crises politiques : en effet, la présence visible de déchets, suite à des interruptions du service de ramassage et d'enfouissement (à Djerba depuis 2012¹, à Beyrouth en 2015², ou encore à Sfax en 2021), ou à l'importation de déchets de l'étranger (les « affaires des déchets italiens » en Tunisie en 2020³ et au Maroc en 2016⁴), provoque des crises politiques majeures. Mais plus encore, les déchets renferment une grande capacité sémiotique, qui repose sur les notions de décomposition, de saleté et de puanteur ainsi que de rejet, ce qui favorise leur emploi comme métaphores dans le champ politique. Plusieurs auteur·e·s le soulignent à partir de terrains variés, par exemple le Liban, le Sénégal⁵, la

Tunisie⁶, ou plusieurs villes des deux rives de la Méditerranée⁷. Ces travaux, surtout ceux de Fredericks et des divers·e·s auteur·e·s qui se sont penché·e·s sur le cas de Beyrouth, montrent bien comment les crises liées aux déchets, malgré leur caractère local et leur aspect *a priori* épisodique, ont une capacité à mettre en cause la légitimité des pouvoirs publics, et même de menacer un régime tout entier, en matérialisant l'incapacité des autorités à assurer le fonctionnement des services publics.

À Beyrouth, la fermeture de la principale décharge municipale sans site alternatif d'enfouissement a provoqué une accumulation spectaculaire des déchets, et a été interprétée par de nombreux·ses Libanais·e·s comme le symptôme de l'absence de l'État et du manquement des autorités publiques à assumer leurs responsabilités fondamentales. L'accumulation des déchets a fait bouler de neige, généré une crise politique nationale et entraîné la création d'un mouvement politique,

« Beirut Madinati » . Ce rassemblement, qui a présenté des candidats aux élections municipales, a demandé la démission du ministre de l'Environnement Mohammad Machnouq, et a réclamé des élections parlementaires immédiates ainsi que, à travers certains activistes, le démantèlement du régime sectaire⁸ ou l'élection d'un nouveau président⁹.

Mais il n'est pas rare que les transitions politiques soient aussi marquées par des campagnes de nettoyage et d'embellissement de l'espace public menées de manière visible et théâtralisée. Ainsi, les manifestants qui ont participé à l'occupation de la place de la Kasbah à Tunis, le 7 mars 2011, ont organisé un grand nettoyage au moment de quitter les lieux¹⁰. Ce fut également le cas sur la place Tahrir et ailleurs au Caire, où se sont multipliées les actions d'embellissement des trottoirs et des parcs, et en particulier de ramassage de déchets, immédiatement après la révolution, mais également pendant les années qui ont suivi¹¹. De même, de 2019 à 2021, dans le contexte du mouvement du *hirak* en Algérie, l'on a vu des manifestant·e·s de classes sociales modestes organiser des activités de ramassage de déchets, ou encore des femmes âgées manifester avec leurs balais pour exprimer des critiques et revendications politiques, inversant ainsi les stéréotypes concernant les « comportements négatifs » et la « saleté » qui caractériseraient leur milieu social, et sur lesquels repose leur stigmatisation par les classes dirigeantes¹².

Cette contribution propose une analyse de la sémiotique politique du nettoyage, au travers des divers vocables mobilisés par les autorités publiques dans leur expression politique pour légitimer ou délégitimer leurs adversaires.

Sémiotique politique du nettoyage : la campagne *hālīt wa'ī*

Dans des articles rédigés conjointement¹³, nous cherchons à étudier les déchets comme signifiants politiques dans l'histoire récente de la Tunisie, en examinant un exemple de chacun de ces deux scénarios : d'une part celui de l'embellissement et de l'enlèvement des déchets comme mise en scène d'une aspiration au changement politique ; d'autre part celui de l'accumulation de déchets en tant que donnée qui trahit les défaillances du système politique en vigueur.

Le premier des deux scénarios transparaît à travers la campagne de *hālīt wa'ī*, nom donné à des initiatives de nettoyage et d'embellissement des trottoirs, des parcs et de la voirie dans plusieurs villes de Tunisie. La campagne constitue ainsi une démonstration festive de la joie et de l'espoir d'une catégorie de la population au moment où Kaïs Saïed accède à la tête du pays. Il n'est pas difficile de saisir comment ces actions cherchent à métaphoriser le succès du candidat « propre » aux élections présidentielles. Pour un bon nombre de participant·e·s, il s'agit aussi – comme le fait d'élire un président sans parti, campagne ou programme – de manifester leur adhésion à l'idée que les institutions publiques sont inopérantes, et que seuls les individus peuvent générer un changement positif. Pour cause, cette vision de Kaïs Saïed en tant qu'homme *nadhif* (« propre ») est fortement répandue dans les représentations de sa personne et de son exercice du pouvoir, et constitue une justification majeure du soutien indéfectible d'une grande partie de la population après le début d'une série d'actes par lesquels Kaïs Saïed procède à la dissolution de diverses institutions et contre-pouvoirs politiques et judiciaires, à partir de l'été 2021.

¹ Cf. Guéchaï, 2015.

² Cf. Abu-Rish, 2015 ; Arsan, 2018, 369-419 ; Atwood, 2019, 53-71 ; Geha, 2019, 78-92 ; Khalil, 2017, 701-712 ; Kraidy, 2016, 19-26 ; Louthan, 2017, 37-40.

³ Voir l'article de DELPUECH Aida, IRPI MEDIA, 2021, « Italian waste: the vast corruption network behind the environmental scandal », *Inkyfada*, 9 mars.

⁴ Voir l'article de CHALFAOUAT Abderrahim, 2016, « Morocco's Political Tensions Play Out in the Media », *Carnegie Endowment for International Peace* (site web), 22 septembre.

⁵ Fredericks, 2014, 534.

⁶ Darwish, 2018, 61-73 ; 2020, 1-22.

⁷ Baker, 2022, 53-59 ; Bouhleb, 2020.

⁸ Arsan, 2018, 388.

⁹ Khalil, 2017, 708.

¹⁰ Loukil-Tlili, 2013, 120.

¹¹ Furniss, 2012 ; Karagiannis, 2015, 188 ; Winegar, 2016, 609-622 ; Arefin, 2019, 1065-1070.

¹² Safar Zitoun, 2021.

¹³ À paraître dans la revue *Confluences Méditerranée* ainsi qu'un ouvrage collectif coordonné par Jörg Gertel (Université de Leipzig) et Katharina Grüneisl (Université de Nottingham).

La campagne de *hālīt waṭī* s'empare ainsi d'une sémiotique de la propreté plus large, celle qui en fait un marqueur de civilité, de respectabilité, de grandeur et d'éminence (*ruqiyya*). De telles significations ont été redéployées durant la même période dans une série de *memes* et autres publications qui ont circulé sur les réseaux sociaux. Par exemple, une photographie du trône présidentiel invite les Tunisiens à « ne pas mettre [leurs] déchets ici » ; de même, une carte de la Tunisie représente un homme tenant un balai, avec pour légende : « balayer les rats est un devoir national pour que les générations futures puissent vivre en sécurité ». C'est dans un véritable projet d'assainissement (du monde des partis politiques, de la magistrature, etc.) que se lance Kaïs Saïed. Et cette perception d'un président effectuant un « nettoyage » nécessaire et salutaire lui permet de poursuivre son action à l'encontre des institutions et des contre-pouvoirs.

Sfax : le combat pour savoir qui finira dans « la poubelle de l'Histoire »

Le second scénario peut être illustré par la fermeture de la décharge contrôlée de la deuxième ville du pays, Sfax, en octobre 2021. Cet événement a conduit au non-ramassage des déchets pendant plusieurs mois, à des affrontements violents entre riverains et forces de l'ordre, à l'intervention de l'armée et, *in fine*, à une crise nationale. Comme les autres exemples susmentionnés, la crise des déchets à Sfax semblait réunir les caractéristiques pour déboucher sur une crise sociale majeure, à même de toucher directement Kaïs Saïed. Plutôt que de considérer l'affaire comme étant locale ou régionale, ou entre les mains de ses ministres, Kaïs Saïed a convoqué la cheffe du Gouvernement et le ministre de l'Intérieur le 8 novembre 2021 pour les sermonner en ces termes :

Je vous rencontre aujourd'hui afin d'examiner le sujet de l'enlèvement des déchets à Sfax. L'accumulation de causes depuis de nombreuses années, qui a donné lieu au problème environnemental que tout le monde connaît aujourd'hui, a un aspect objectif [mawdhou'i]. Mais nous devons aussi informer les Tunisiens que cette affaire



Meme invitant les internautes à « ne pas mettre [leurs] déchets ici ».



« Balayer les rats est un devoir national pour que les générations futures puissent vivre en sécurité ».

© Facebook/ « Soussse Info Tn »

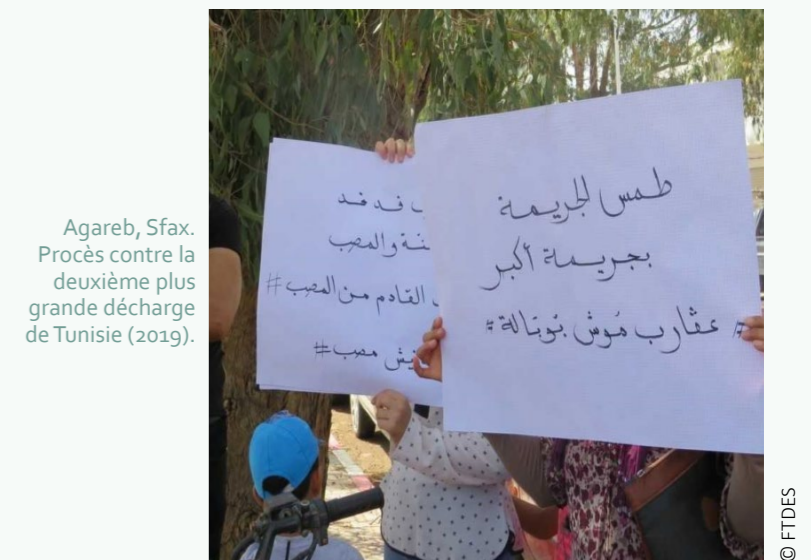
a un aspect factice [moustana], par lequel ceux que l'Histoire a rejetés dans la poubelle de l'Histoire, dans laquelle finalement ils se trouvent, cherchent à se servir des ordures et des déchets.

Ces déclarations sont riches de sens, bien que difficiles à traduire pour des raisons tant linguistiques que contextuelles. Deux points méritent d'être soulignés à leur propos : le premier est l'opposition formulée entre ce qui est « objectif » et ce qui est « factice ». Le premier mot signifie « ce qui est objectif », mais aussi impartial et non-partisan, alors que le deuxième qualifie ce qui est artificiel, théâtral, inventé. Ainsi, le président laisse entendre que la crise environnementale revêt une dimension politique, et que la situation a été amplifiée et instrumentalisée de manière partisane et artificielle. De même, l'expression « ceux que l'Histoire a rejetés » fait clairement écho, dans la Tunisie contemporaine, aux mouvements d'opposition, et en particulier au Front du Salut national, un regroupement anti-Saïed.

Plus importante encore est la proposition finale (« ceux que l'Histoire a rejetés dans la poubelle de l'Histoire, dans laquelle finalement ils se trouvent, cherchent à se servir des ordures et des déchets »), qui dénigre ouvertement les adversaires du président par le recours au registre du déchet. Cette expression témoigne ainsi à la fois du sens et de l'efficacité des métaphores liées aux déchets dans le discours politique. En effet, la victoire de Kaïs Saïed sur ses adversaires est confirmée par leur relégation dans la « poubelle de l'Histoire », depuis laquelle ils essaient de trouver un terrain fertile pour des manœuvres visant à le salir en employant, littéralement, de la « matière sale », à savoir les déchets. L'on retrouve à l'évidence sa rhétorique fondée sur la dénonciation d'un complot, voire une forme de paranoïa et, en même temps, la sémiotique politique des déchets, ainsi que le discrédit qu'elle permet. L'expression « la poubelle de l'Histoire » n'a pas manqué de se diffuser dans le pays, et a été largement commentée, souvent avec amusement.

Plusieurs entretiens menés à Sfax se sont caractérisés par le recours fréquent à un argumentaire qui considère que les déchets font l'objet d'une instrumentalisation politique à des fins de dénigrement du président et de dénonciation de son incapacité à gouverner, et ainsi donner à voir la crise politique depuis le 25 juillet. Les résidents d'Agareb cherchaient en effet à créer et à amplifier la crise des déchets pour nuire à l'image du président. Cette rhétorique apparaît même chez des personnes plutôt sympathisantes du mouvement des résidents d'Agareb, comme en témoignent ces propos :

Le mouvement n'était pas cent pour cent innocent. Même s'il comportait des éléments de protestation sociale, il a été instrumentalisé. Comme je vous l'ai expliqué, beaucoup de personnes qui ont des conflits profonds avec Kaïs Saïed, son gouvernement et ses orientations, ont utilisé cette situation et ne voulaient pas réellement résoudre le problème.



Agareb, Sfax. Procès contre la deuxième plus grande décharge de Tunisie (2019).

© FTDES

À l'inverse, les activistes d'Agareb que nous avons rencontrés prônent une lecture dépolitisée des événements et de leurs revendications, notamment en recourant aux registres de la santé et de l'inégalité, et de manière secondaire au registre de l'environnement. L'un des activistes résume la signification de cette lutte rhétorique pour légitimer le mouvement lorsqu'il explique que :

Les causes environnementales sont parmi les causes nobles, comme la lutte contre le racisme. Le monde entier défend l'environnement. Quand tu as un problème environnemental, des gens de partout dans le monde te soutiendront, mais quand tu as un problème politique, personne ne s'y intéressera.

Conclusion

Notre objectif à travers ce travail est d'explorer la polyvalence des déchets comme symboles et métaphores politiques qui servent à exprimer des points de vue (critiques, aspirations) ou à mettre en scène des allégories politiques (corruption, renouvellement). En réponse à la mauvaise gestion et à la corruption, l'acte de nettoyer est une mise en scène de la transformation, réelle ou souhaitée, qu'apporterait la révolution, ou encore l'acte d'« assainir » l'État et ses institutions, etc.

Symétriquement, les frénésies de nettoyage et d'embellissement, souvent hautement patriotiques, sont une manière éloquente – et commune à plusieurs pays, positionnements

Grève et affrontements à Agareb contestant le recours à la « violence » contre les manifestant.

politiques et époques – de matérialiser le changement politique ou, du moins, la promesse du changement. L'importance des déchets et de la propreté dans le discours public donne aussi à voir une tournure « ordurière », pour ainsi dire, de la sphère politique contemporaine en Tunisie.

Enfin, assimiler les déchets à un problème strictement environnemental relève, selon nous, d'une forme d'ethnocentrisme qu'il convient de critiquer et de déconstruire. À la suite d'autres travaux consacrés à la région que nous avons menés dans ce sens (Furniss, 2017 ; 2022), l'un des intérêts de la présente contribution est de montrer comment les rhétoriques sanitaires, hygiénistes et environnementales, qui cherchent à dépolitiser la question des déchets, se confrontent à la tendance inverse, celle d'une forte politisation de la question.

Bibliographie

ABU-RISH Ziad, 2015, "Garbage Politics", *Middle East Report*, vol. 277, 35-40.

AREFIN Mohammed Rafi, 2019, "Infrastructural Discontent in the Sanitary City: Waste, Revolt, and Repression in Cairo", *Antipode*, vol. 51, n° 4, 1057-1078.

ARSAN Andrew, 2018, *Lebanon: A Country in Fragments*, Londres, C. Hurst & Co.

ATWOOD Blake, 2019, "A City by the Sea: Uncovering Beirut's Media Waste", *Communication Culture & Critique*, vol. 12, n° 1, 53-71.

BAKER Lauren M., 2022, "The Sanitization of Garbage Politics: A Case for Studying Waste at the Local, State, and International Politics in the Mena", in J. Sowers, M. Lynch (eds), *Environmental Politics in the MENA* ("Project on Middle East Political Science"), 53-59.

BOUHLEL Maha, 2020, « Les problèmes de la gestion des déchets et décentralisation dans les pays arabes : revue de littérature », *Conseil Arabe pour les Sciences Sociales*, série de documents de travail, document de travail n° 10, mars.

CHALFAOUAT Abderrahim, 2016, "Morocco's Political Tensions Play Out in the Media", *Carnegie Endowment for International Peace* (site web), 22 septembre.

DARWISH Siad, 2018, "Balad el-Ziblé (Country of Rubbish): Moral Geographies of Waste in Post-revolutionary Tunisia", *Anthropological Forum*, vol. 28, 61-73.

DARWISH Siad, 2020, "Flowers in Uncertain Times: Waste, Islam, and the Scent of Revolution in Tunisia", *Ethnos*, vol. 86, n° 4, 1-22.

DELPUECH Aïda, IRPIMEDIA, 2021, "Italian waste: the vast corruption network behind the environmental scandal", *Inkyfada*, 9 mars.

FREDERICKS Rosalind, 2014, "Vital Infrastructures of Trash in Dakar", *Comparative Studies of South Asia, Africa, and the Middle East*, vol. 34, n° 3, 532-548.

FURNISS Jamie, 2012, *Metaphors of Waste: Several Ways of Seeing "Development" and Cairo's Garbage Collectors*, thèse de philosophie (PhD thesis) de l'Université d'Oxford.

FURNISS Jamie, 2017, "What Type of Problem Is Waste in Egypt?", *Social Anthropology*, vol. 25, n° 3, 301-317.

FURNISS Jamie, 2021, "Reading the Signs: Some Ways Waste Is Framed in Tunisia", in G. Zsuzsa, J. Lepawsky (eds), *The Routledge Handbook of Waste Studies* (ch. 6), Londres, Routledge.

GEHA Carmen, 2019, "Politics of a Garbage Crisis: Social Networks, Narratives, and Frames of Lebanon's 2015 Protests and their Aftermath", *Social Movement Studies*, vol. 18, 78-92.

GUECHAÏ Foued, 2015, « La crise des déchets à Djerba : Bilan et perspectives », rapport non publié.

KARAGIANNIS Emmanuel, 2015, "When the Green Gets Greener: Political Islam's Newly-Found Environmentalism", *Small Wars and Insurgencies*, vol. 26, n° 1, 181-201.

KHALIL Joe F., 2017, "Lebanon's Waste Crisis: An Exercise of Participation Rights", *New Media & Society*, vol. 19, n° 5, 701-712.

KRAIDY Marwan, 2016, "Trashing the Sectarian System? Lebanon's 'You Stink' Movement and the Making of Affective Publics", *Communication and the Public*, vol. 1, n° 1, 19-26.

LOUKIL-TLILI Bisma, 2013, « Parcs et jardins de Tunis : gestion et usages des espaces paysagers », in M. Bourgu, A. Hatzemberger (dir.), *Des Paysages*, Tunis, CPU/ENS de Tunis, 115-124.

LOUTHAN Timothy, 2017, "From Garbage to Green Space: The Rise of Beirut Madinati", *New Perspectives in Foreign Policy*, vol. 13, été, 37-40.

SAFAR ZITOUN Madani, 2021, « Le Hirk ou la "Révolution propre" en Algérie : renaissance de la conscience environnementale ou expression symbolique de réappropriation des espaces publics confisqués ? », présentation au *workshop* « La question environnementale en débat : réinvestissement de l'espace public et émergence de nouvelles valeurs », 10-11 février, IRMC Tunis/ LPED Aix-Marseille Université.

WINEGAR Jessica, 2016, "A Civilized Revolution: Aesthetics and Political Action in Egypt", *American Ethnologist*, vol. 43, n° 4, 609-622.



© AA / Sfax (Tunisie)

Écologie, autogestion et initiative citoyenne en Algérie : le cas de Tafilelt

Maria Messaoudi

Cette étude présente les aménagements et infrastructures mises en place dans le village de Tafilelt (Algérie) dans une perspective éco-citoyenne et éco-responsable. Elle analyse par ailleurs comment le lieu d'habitat est revisité selon un véritable langage architectural qui met le vivant au cœur de l'espace.

This study presents the eco-citizen and eco-responsible facilities and infrastructure implemented in the village of Tafilelt (Algeria). It also analyses how living spaces are being reimagined through an architectural language that places the living world at its centre.

تقدّم هذه الدراسة المرافق والبنية التحتية التي تم إنشاؤها في مدينة تافيلت (الجزائر) في إطار رؤية مواطنة بيئية وصديقة للبيئة. كما تقوم الدراسة بتحليل كيفية إعادة النظر في أماكن السكن وفق لغة معمارية حقيقية تضع كل ما هو حي في صميم الفضاء

Introduction

En 2016, à l'occasion de la COP22 à Marrakech, le ksar de Tafilelt en Algérie remporte la compétition de la cité la plus durable. Elle est alors la première ville du Maghreb à recevoir un tel prix d'écologie. Par la suite, elle se voit offrir de nombreuses récompenses et participe à d'autres compétitions internationales. Cette victoire est d'autant plus éclatante que le projet, qui a vu le jour au cours des années 2000, est issu d'une initiative citoyenne : à son origine, on retrouve une association de la société civile du M'zab, la fondation Amidoul.

L'entrée du ksar Tafilelt.



© Wikipédia

Trouver une solution à la crise des logements

À l'origine du projet, on trouve la nécessité de régler un problème récurrent en Algérie depuis l'indépendance : celui de la crise du logement. Le phénomène d'urbanisation rapide du pays depuis les années 1970 a en effet marqué le début d'une crise du logement généralisée dans toute l'Algérie : entre l'indépendance et le début des années 2000, la population urbaine est multipliée par dix. Le Sahara est particulièrement touché par ce phénomène d'urbanisation massive : on compte 70 % d'urbains parmi la population saharienne de l'Algérie en 2008

(Kouzmine, Fontaine, 2018). Dans la vallée du M'zab, au nord du Sahara algérien, le besoin urgent de logement entraîne la multiplication d'initiatives de constructions désordonnées jusqu'aux années 1990 : l'urbanisation dépasse les murs du ksar pour envahir les autres espaces de la vallée jusqu'au lit majeur de l'oued, empiétant même sur des zones inondables jusqu'ici réservées aux palmeraies. Les nouvelles constructions bétonnées de l'expansion urbaine apparaissent inadaptées au cadre du bâti local et entraînent un véritable bouleversement de l'écosystème ksourien. C'est dans ce contexte que naît l'idée de construire le nouveau ksar de Tafilelt. Initié en 1997 au sud de l'ancien ksar de Beni Isguen, près de Ghardaïa, dans la vallée du M'zab, le projet est à l'initiative d'une association issue de la société civile : la fondation Amidoul, dirigée par Ahmed Nouh, un ancien pharmacien.



© Wikipédia

Ruelle du ksar avec ses murs coupe-vent.

La fondation a acheté un terrain de 22 hectares à l'État afin d'y ériger une promotion de logements destinés aux ménages à faibles et moyens revenus en priorité. Le projet, qui vise avant tout à résoudre le problème du manque de logements, propose l'achat de maisons à taux zéro grâce au soutien financier des institutions traditionnelles de la communauté mozabite de Beni Isguen. Inauguré en 2004, le site d'implantation compte aujourd'hui 1 050 logements et accueille plus de 6 000 habitants.

Tafilelt, ville éco-responsable

Ce projet de fondation d'un nouveau ksar à Tafilelt marque la recherche d'un aménagement urbain d'un nouveau genre, qui soit capable de s'inscrire dans une dynamique de durabilité. Les fondateurs choisissent de construire la ville sur le modèle de l'architecture ksourienne adaptée aux conditions climatiques du désert. Un retour aux méthodes de construction traditionnelles mozabites, qui ont par ailleurs inspiré un grand nombre d'architectes français à l'instar de Pouillon, Le Corbusier ou encore Ravereau, est donc nécessaire afin de retrouver le lien entre la ville et son environnement saharien. La problématique centrale de la construction devient alors la nécessité de contenir le développement urbain afin de respecter les espaces de végétation : le principe traditionnel du ksar vise à délimiter la zone de l'habitat de façon à permettre une concordance entre l'espace bâti et les capacités nourricières du territoire (Côte, 2002). À Tafilelt, l'institution d'une ceinture verte qui limite l'extension du ksar a ainsi permis de protéger le reste de l'écosystème ksourien. Il s'agit d'inscrire la symbiose entre l'urbanisme et l'environnement à travers un langage architectural conçu en fonction du micro-climat du ksar. Les constructeurs de Tafilelt travaillent sur une reproduction du paysage urbanistique mozabite afin d'inscrire la nouvelle extension urbaine dans une continuité architecturale avec le reste de la vallée. Parmi les principes ancestraux d'architecture repris pour la construction de Tafilelt, on note le décalage dans les perspectives des maisons, qui permet de créer des coupe-vents et de hiérarchiser l'éclairage naturel des rues, plus fort dans les artères principales et plus modéré dans les ruelles. Pour les matériaux de construction, le choix s'est porté sur des matériaux disponibles sur place (pierre crue, chaux, sable, bois de palmier), adaptés aux conditions climatiques arides et dont le faible coût diminue les frais du chantier.

Si la reprise de méthodes de construction vernaculaires mozabites est au cœur du principe de fondation de Tafilelt, il faut également prendre en compte la grande marge laissée à l'innovation

technique et à l'adaptation technologique au sein du projet. L'objectif d'éco-responsabilité nécessite de mettre en œuvre de nouvelles techniques afin d'élaborer un ensemble urbain qui allie tradition et modernité. Au sein de la ville se trouve un éco-parc et une micro-forêt où paissent des animaux élevés dans le respect de l'agriculture biologique et nourris avec des déchets organiques. La ville possède également son propre système de traitement des eaux usées par phyto-épuration, réutilisées pour l'irrigation des cultures grâce à un système de pivot. Un projet d'expansion de l'éco-parc est par ailleurs en cours, dans le but d'établir un potager communautaire, que les habitants cultivent afin de bénéficier de légumes et fruits frais et produits sur place. Si ces pratiques semblent n'être qu'une réinterprétation des méthodes traditionnelles, l'aspect véritablement novateur du projet de Tafilelt réside surtout dans son objectif : en employant ces méthodes, les fondateurs visent à inscrire la vie urbaine dans une dynamique de durabilité. Cette préoccupation centrale de l'éco-responsabilité, qui est au centre du projet de la ville de Tafilelt, se reflète ainsi dans la sensibilisation précoce des enfants aux questions environnementales ; par des visites scolaires régulières de la ferme urbaine, ou encore par la participation aux activités de recyclage, les plus jeunes sont constamment invités à prendre part à la vie écologique de la ville.

Une initiative citoyenne d'un nouveau genre

Si le Sahara est connu pour ses modes d'appropriation territoriale typiques, où l'espace est le reflet de l'organisation des sociétés sahariennes, on peut alors se demander ce que l'expérience de Tafilelt représente en termes de rapports modernes à l'urbanité. La création d'une éco-ville telle que celle-ci révèle le processus de mutation que traverse le *ksar* : s'il n'est pas nécessairement voué à disparaître, il semble clair qu'il évolue. La nouvelle cité demeure le lieu d'un urbanisme de signes (Belguidoum, 2002), qu'ils soient religieux, politiques ou sociaux, qui se reflètent

dans l'architecture et dans l'organisation des espaces publics et privés. Il semble simplement que ces signes aient changé avec le contexte moderne : les espaces publics laissent ainsi deviner de nouveaux rapports sociaux au sein de la ville, traduits par exemple par l'apparition au sein du *ksar* d'une placette publique, lieu de rencontre et de sociabilité pour toutes les catégories de la population, alors même que les seuls lieux en charge de cette fonction sont le *souk* et la mosquée dans le contexte ksourien traditionnel (Cherif Adad, 2021). Au milieu d'une vague d'urbanisation massive et incontrôlée qui a pu faire penser à une disparition de l'ensemble urbain traditionnel et de ses valeurs, avec un abandon progressif de l'habitat collectif et une individualisation croissante de la société mozabite, l'initiative de Tafilelt apparaît comme une tentative de création d'une nouvelle forme urbaine. Si celle-ci reprend certaines valeurs culturelles et religieuses comme la solidarité et l'aide envers les plus démunis, elle s'inscrit dans le cadre d'une nouvelle conception de la ville saharienne, liée à l'émergence de la société civile. À Tafilelt, l'on retrouve une définition actualisée de l'urbanité, à travers l'importance accordée aux notions de durabilité et d'éco-citoyenneté, et surtout à travers le rapport renouvelé de l'individu à son environnement. Cela passe notamment par un processus décisionnel et de planification qui fonctionne sur la base d'une participation de chacun au sein de la communauté, et ce tant au cours du processus de construction des logements que dans le fonctionnement quotidien de la ville. Il s'agit donc d'inclure chaque habitant dans la construction de son propre logement afin d'améliorer l'adaptabilité de l'habitat à l'individu, en partant du principe que le futur occupant de la maison est le mieux placé pour en connaître les besoins. Cette participation est symbolisée par l'obligation de planter et d'entretenir 3 arbres lors de l'emménagement : l'acte représente l'engagement du nouvel arrivant au sein de la ville, qui n'est plus seulement son nouveau lieu de résidence, mais également un système vivant et fonctionnel auquel il appartient et participe.



© Wikipédia

Conclusion

L'expérience de Tafilelt s'inscrit ainsi dans les problématiques contemporaines du souci de durabilité, et elle représente également une nouvelle manière de concevoir la citoyenneté à travers l'engagement civique actif. Cette prise de conscience reflète l'émergence, depuis une décennie à peu près, d'une dynamique active au sein de la société civile en Algérie, qui se mobilise sous la forme de comités citoyens et d'associations, particulièrement en milieu urbain, avec l'objectif d'initier par elle-même des transformations pour améliorer à la fois la vie quotidienne des habitants et œuvrer sur le long terme afin de préserver l'environnement. Si le cas de Tafilelt est particulier, l'expérience constitue une source d'inspiration pour les futurs projets de logement en Algérie : elle introduit une conception nouvelle de la ville éco-responsable qui s'inscrit dans une dynamique durable et fait de la citoyenneté urbaine une identité active et responsable de l'espace public.

Bibliographie

BACHAR Keira, 2015, *L'intégration des dimensions environnementales et sociales dans les pratiques urbaines en Algérie : enjeux et perspectives*, thèse en architecture et aménagement de l'espace de l'Université du Mans.

Un passage aménagé pour permettre l'accès des voitures au ksar.

BACHAR Keira, 2023, « La vallée du M'zab : mutations urbaines et préoccupations socio-environnementales », *Insaniyat*, n° 91.

BELGUIDOUM Saïd, 2002, « Urbanisation et urbanité au Sahara », *Méditerranée*, t. 99, n° 3-4.

BELGUIDOUM Saïd, MOUAZIZ Najet, 2010, « L'urbain informel et les paradoxes de la ville algérienne : politiques urbaines et légitimité sociale », *Espaces et sociétés*, n° 143, 101-116.

BOUALI MESSAHEL Mounia (s. d.), « Tafilelt, un projet communautaire pour la sauvegarde de la vallée du M'zab », rapport pour le Centre de recherches sur l'Habitat.

CHERIF ADAD Mohamed, 2021, « Gouvernance locale et réglementation. Nouvelles expériences au M'zab. Le cas des nouveaux ksour », *Méditerranée*, n° 132.

COTE Marc (dir.), 2005, *La ville et le désert : le bas-Sahara algérien*, Paris, Karthala-IREMAM.

DENCHE Imen, DEBACHE Samira, 2021, « La réinterprétation des ressources patrimoniales comme levier d'écoconception au prisme de la durabilité saharienne. Cas du nouveau ksar Tafilelt dans la vallée du M'zab – Algérie », *Revue roumaine de Géographie*, vol. 66, n° 1, 79-95.

GUELIANE Nora, 2017, « Performances énergétiques du patrimoine architectural mozabite », *Revue Annales du Patrimoine*, n° 17, 57-72.

KOUZMINE Yaël, FONTAINE Jacques, 2018, « Démographie et urbanisation au Sahara algérien à l'aube du XXI^e siècle », *Les Cahiers d'EMAM*, n° 30.

CONTRIBUTEURS & CONTRIBUTRICES

Jamie Furniss est chercheur anthropologue à l'IRMC où, de 2019 à 2023, il a dirigé le projet « Environnement, déchets et économies de recyclage dans le Maghreb contemporain », sur les représentations, les pratiques et les techniques liées à la production et à la prise en charge des déchets, ainsi que les manières de concevoir la catégorie « environnement » et les usages qui en sont faits. Il est titulaire d'un doctorat en développement international de l'Université d'Oxford, et a auparavant effectué des recherches de terrain en Égypte. jfnss@gmail.com

Mustapha Azaitraoui est enseignant-chercheur en géographie sociale à l'Université Sultan Moulay Slimane (Beni Mellal), au Maroc. Ses travaux traitent des problématiques environnementales, de migration, de genre et de développement territorial, notamment sur les terrains marocain, algérien, tunisien et italien. azaitraoui@gmail.com

Maha Bouhlel est enseignante-chercheuse en géographie à l'Université de la Manouba. Sa thèse en géographie de l'Université de Sfax portait sur l'étalement urbain et les inégalités environnementales dans le Grand Sfax. Collaboratrice régulière du *Arab Reform Initiative* et du *Arab Council for Social Sciences*, elle a travaillé sur la crise des déchets à Sfax sous différents angles, dont la gouvernance. Elle est membre du *laboratoire Syfacte* de l'Université de Sfax. b2l.maha@yahoo.fr

Alice Carchereux est étudiante en master 2 Politique Comparée Afrique Moyen-Orient à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Outre ses enquêtes sur les mobilisations environnementales à Sfax et à Agareb, elle a auparavant travaillé sur les politiques de justice transitionnelle et le statut « régions-victimes » en Tunisie dans le cadre d'un master en science politique réalisé à l'Université de Genève. alice.carchereux@gmail.com

Hanen Chebbi est enseignante-chercheuse en sociologie et membre du *laboratoire Ecumus* de l'Université de Sfax. Elle effectue des enquêtes sociologiques auprès des ramasseurs-recycleurs de déchets en Tunisie, notamment à travers le prisme du genre. chebbi.cherif@outlook.fr

Maria Messaoudi est étudiante en master 1 à l'École normale supérieure de Lyon où elle étudie la sociologie politique, et plus particulièrement les sociétés civiles au Maghreb et les mouvements associatifs environnementaux en Algérie et en Tunisie. maria.messaoudi@ens-lyon.fr

Hassane Mouri est enseignant-chercheur en sociologie à l'Institut supérieur des sciences humaines de Tunis, Université de Tunis El-Manar. Spécialiste des questions de développement et de l'environnement, il a travaillé sur de nombreuses thématiques dont l'eau, l'énergie, l'aménagement du territoire, la gestion des déchets et le développement local et régional. Il est, entre autres, l'auteur de *L'informel ou la face cachée de la précarité : le cas des chiffonniers de Tunis* (2016), et de plusieurs articles sur les questions de l'environnement en Tunisie et en France. hassanmouri@hotmail.com

Ines Naimi est doctorante en géographie au *laboratoire Syfacte* de l'Université de Sfax. Elle a complété un master sur la filière de recyclage des métaux à Sfax, pour lequel l'enquête a été suivie et soutenue par le *Forum tunisien des droits économiques et sociaux (FTDES)* et l'IRMC. Elle prépare une thèse sur la récupération des déchets à Sfax : approche d'écologie industrielle. naimiines1@gmail.com

Diane Robert est doctorante en géographie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, membre du projet *ERC Tarica* et du *laboratoire Ladyss*, et attachée temporaire d'enseignement et de recherche à Aix-Marseille Université. Sa thèse porte sur les conflits socio-environnementaux liés aux nuisances industrielles en Tunisie post-2011. diane-robert@live.fr

SUR CE THÈME...

ARCHIVES IRMCÉENNES

Quelques articles du bulletin *Correspondances* (1988-2004)

N° 40 (février 1992) : bibliographie sur l'environnement | l'Agence nationale de Protection de l'Environnement de Tunis | « L'environnement dans la science géographique », par Badra Bchir

N° 7 (nouvelle série, juin 1993) : « La stratégie des acteurs sociaux dans les Associations d'intérêt collectif (AIC) d'eau potable », par Hassane Mouri (en arabe)

N° 31 (nouvelle série, juin 1995) : le programme DYPEN (Dynamique Population Environnement), par Laurent Auclair

Quelques articles de *La Lettre de l'IRMC*

V. Aubry · Regards croisés sur le rapport à la nature et à l'environnement (2021, n° 30)

J. Furniss, K. Grüneisl · Exposition Tbarbich à la Maison de l'Image (2021, n° 30)

D. Robert · La pollution à la croisée des revendications sociales et territoriales (2020, n° 28)

J. Furniss · Environnement, déchets et économies de recyclage dans le Maghreb contemporain (2019, n° 24), et une masterclass sur le même thème (2019, n° 25)

D. Robert · Protestations et mobilisations « environnementales » dans la Tunisie post-2011, entre mouvements spontanés et actions associatives (2017, n° 20)

A. Guillaumet · La place de la nature dans la société tunisienne. Les empreintes du politique sur l'environnement (2017, n° 20)

S. Adjel · Négocier pour sécuriser les approvisionnements énergétiques : la naissance de la diplomatie économique au Maghreb dès 1956 (2015, n° 15)

A.-L. Collard · Eau et marginalisation des agriculteurs. Le cas du Merguellil en Tunisie centrale (2014, n° 13)

E. Khemiri · Compétition sur les ressources agricoles, disparition progressive de l'agriculture paysanne oasisienne, conséquences sociales et environnementales (2014, n° 13)

A. Gana, B. Fouillen · Concurrences et conflits pour l'usage de l'eau en Tunisie (2013, n° 12)

A. Salhi · Transformations spatiales et dynamiques socio-environnementales de l'oasis de Ouargla. Une analyse des perspectives de développement (2012, n° 10)

J. Riaux · Dynamiques socio-hydrologiques des territoires de l'eau en Méditerranée (2012, n° 10)

Recension thématique de la bibliothèque de l'IRMC

OUTILS DE RECHERCHE



Publications de la Heinrich Böll Stiftung (HBS) Tunisie

La HBS Tunisie propose plusieurs publications en lien avec les thématiques environnementales. Parmi les plus récentes figurent des supports pédagogiques divers : un *manifeste des transformations socio-écologiques tunisiennes* (2022), un « *Eco Friendly Guide* », un *guide de jurisprudence dans le domaine environnemental et urbain* (2020), ou encore une bande dessinée en arabe (*El Makina, la voie du développement durable*), ainsi qu'un document rassemblant « Dix ans de législation en matière environnementale 2011-2021 ».

Le Forum tunisien des droits économiques et sociaux (FTDES)



Le FTDES est une organisation non-gouvernementale engagée dans la justice environnementale, selon des principes édictés dans une *charte*. Elle publie des rapports en matière de politiques publiques environnementales, au même titre que des tribunes engagées et des études menées par des chercheurs spécialistes du terrain tunisien, entre autres publications gratuites, [consultables en ligne](#).